

[Text]

I represent the London Coalition for Better Day Care as their coordinator. I am an executive person on the Ontario Coalition for Better Child Care. The London Coalition for Better Day Care is a volunteer organization of early childhood educators, some of whom are themselves parents. Our motivation is our futuristic vision of high-quality child care. To facilitate our vision, we must seek municipal, provincial and federal updates on the direction of child care so that we may voice our opinions and fulfil our mandate. We have been doing so since the spring of 1987.

In our role as early childhood educators, we feel the effects of all levels of government and their child-care decisions. I feel that when I tell a parent "Sweet Grass is full, but I can put you on our waiting list", or when I offer a parent a provincially subsidized day-care space but they cannot afford the user fee.

Provincial subsidy for day care in Ontario covers only 80 per cent of the actual day-care fee. The 20 per cent equals \$17.40 per week in the centre where I work. I see single mothers and fathers struggling to pay their 20 per cent or \$69.60 per month for one child. I did make one optimistic phone call this week. Yesterday I called a parent who was on our waiting list to offer her child a day-care space. She had quit her job that morning and was going to try to "unquit" her job, as she put it, now that she had child care.

This is the reality that early childhood educators face every day. Then we heard on the radio the July announcement for the new, improved national child-care strategy. One of the improvements was \$60 million promised to improve on-reserve day care. I did not believe that I had missed the federal dollars again because I work in an off-reserve native day care. Is the idea before its time or does Canada need a national strategy that recognizes innovative models of care?

There is a recommendation from the Special Committee on Child Care to include in the existing budget of the Secretary of State provision for funds to enable native friendship centres and native women's organizations to establish off-reserve family support and child-care programs. Fortunately the native child-care program I speak of is eligible for some funding through the Ontario Ministry of Community and Social Services, and some through the Secretary of State.

During my brief exposure to native people since June of this year, I recognize their special cultural needs to integrate from

[Translation]

vivant à l'extérieur des réserves et qui ont besoin de services de garde.

Je représente la *London Coalition for Better Day Care*, dont je suis coordinatrice. Je fais aussi partie du conseil d'administration de la *Ontario Coalition for Better Child Care*. La *London Coalition for Better Day Care* est un organisme à but non lucratif qui regroupe des éducateurs pour enfants en bas âge dont certains sont eux-mêmes parents. Notre motivation réside dans notre conception futuriste des services de garde de haute qualité. Pour appliquer ce principe, nous devons demander aux administrations municipales et aux gouvernements provinciaux et fédéral de nous tenir au fait de l'évolution du dossier de la garde d'enfants de manière à pouvoir exprimer nos opinions et jouer notre rôle. Nous le faisons depuis le printemps 1987.

En tant qu'éducateurs pour enfants en bas âge, nous ressentons les répercussions des décisions prises à tous les niveaux au sujet de la garde des enfants. Je les ressens lorsque je dis à un parent que notre centre est complet, mais que je peux l'inscrire sur la liste d'attente ou lui offrir une place dans un centre de garde de jour subventionné par la province, et que je constate que les frais sont trop élevés pour eux.

La subvention du gouvernement de l'Ontario au titre de la garde de jour ne couvre que 80 p. 100 des frais réels. À l'endroit où je travaille, les 20 p. 100 qui restent représentent 17,40 \$ par semaine. Mais je connais des mères et des pères célibataires pour qui ces 20 p. 100 représentent 69,60 \$ pour un seul enfant et qui arrivent à peine à les payer. Cette semaine, j'ai fait un appel téléphonique. J'étais très optimiste. Hier, j'ai appelé une mère qui figurait sur notre liste d'attente pour lui offrir de prendre son enfant pendant la journée. Elle venait de quitter son emploi, mais elle m'a dit qu'elle essaierait de le récupérer, maintenant qu'elle pouvait faire garder le petit.

Voilà la réalité à laquelle les éducateurs d'enfants en bas âge font face chaque jour. Puis, la radio a annoncé en juillet la nouvelle stratégie nationale améliorée en matière de garde d'enfants. Entre autres nouveautés, le gouvernement promettait de consacrer 60 millions de dollars à l'amélioration des soins de garde de jour dans les réserves. Je n'ai pas eu l'impression que je venais de manquer de peu l'aide financière fédérale parce que la garderie pour enfants autochtones où je travaille n'est pas située dans une réserve. L'idée est-elle avant-gardiste ou le Canada a-t-il besoin d'une stratégie nationale qui reconnaisse de nouveaux modèles de services de garde?

Le Comité spécial sur la garde des enfants a recommandé de prévoir des fonds dans le budget actuel du Secrétariat d'État pour aider les centres d'amitié et organismes féminins autochtones à établir des programmes d'aide familiale et de garde des enfants à l'extérieur des réserves. Heureusement, la garderie pour enfants autochtones dont je parle est admissible à une certaine aide financière du ministère des Services communautaires et sociaux de l'Ontario et à une aide financière supplémentaire du Secrétariat d'État.

Au cours de ma brève expérience avec les Autochtones—je travaille avec eux depuis juin dernier—j'ai pris conscience de